

# Sahelistan



*SAMUEL LAURENT*

# Sahelistan

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

ISBN 978-2-02-111335-8

© ÉDITIONS DU SEUIL, MAI 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

## *Avant-propos*

Mon premier voyage en Libye date du mois de février 2012. Je m'y suis rendu à la demande d'une entreprise asiatique qui souhaitait prendre pied sur ce marché vierge et potentiellement très lucratif. Mes clients voulaient obtenir des informations sur les besoins du pays, les progrès de la reconstruction et le niveau de sécurité qui prévalait sur place. Rien d'inhabituel jusque-là, puisque j'effectue des missions de ce type depuis des années...

Mon travail est périlleux et atypique. Je conseille des investisseurs désireux de parier sur les régions dites « sensibles » : des pays hors la loi, ravagés par la guerre ou par l'insécurité, que la plupart des entreprises délaissent au nom du principe de précaution. On m'utilise comme une sorte d'éclaireur, afin de prendre le pouls et la température du terrain. Mon objectif est de répondre aux questions les plus essentielles : mes clients peuvent-ils envoyer des équipes sur place ? Peut-on circuler ? Peut-on y faire séjourner des expatriés, même aguerris, sans risque évident de kidnapping ou d'assassinat ? Qui contrôle la zone, si tant est qu'elle soit contrôlée par quelqu'un ? Peut-on négocier et « travailler » avec les chefs de guerre locaux pour assurer la sécurité du personnel, des marchandises ou des installations ? Avant la Libye, ces missions de reconnaissance

m'ont déjà conduit en Irak, au Yémen, en Somalie ou encore au Congo et au Nigeria, pour ne citer que ces pays...

Le risque est élevé, mais la récompense est à la mesure du danger encouru : pour mes employeurs, des opportunités financières souvent considérables. Pour moi, la satisfaction d'explorer des zones où plus personne n'ose s'aventurer depuis bien longtemps. Souvent par crainte d'une seule et unique organisation, qui peut prendre différents visages et différents noms : al-Qaïda.

Mes relations avec l'islamisme radical sont complexes et ne datent pas d'hier. À la différence des « spécialistes » qui l'étudient depuis leur bureau ou leur chaire d'université, je n'ai jamais publié aucun écrit sur le sujet. Et pour cause. Mes activités nécessitent une totale discrétion, à la fois pour protéger les intérêts de mes employeurs et pour assurer ma propre sécurité. Mais on ne s'informe jamais mieux que dans l'ombre et dans le silence : au fil du temps, j'ai tissé des liens étroits avec un grand nombre de ces « jihadistes » qui défraient aujourd'hui la chronique, et j'ose même dire que j'entretiens avec certains d'entre eux une familiarité dont je ne rougis pas. Le travail de terrain gomme les *a priori* et les idées reçues. Tandis que nos deux mondes s'affrontent avec une violence inouïe, ma vie « de l'autre côté du miroir », souvent en immersion totale, m'a permis de mieux comprendre ces guerriers de l'Islam et leur vision du monde, parfois moins manichéenne et plus cohérente que nos responsables politiques aimeraient le croire.

Depuis le début de la guerre en Libye, l'influence d'al-Qaïda dans ce pays a constamment été minimisée par la presse internationale, bien qu'elle n'ait jamais cessé d'y croître. Il faudra attendre la mort tragique de l'ambassadeur Stevens à Benghazi, à l'automne 2012, et l'opération militaire française au Mali du début 2013, pour que ce sujet commence à être abordé, trop tard et toujours trop timidement. Pourtant,

l'omertà qui entoure la prolifération des islamistes radicaux à travers le pays ne représente qu'un mensonge parmi d'autres, noyé dans l'océan de manipulations et de contre-vérités qui caractérisent cette révolution.

Je me suis rendu sur place pour une mission que je pensais banale et, somme toute, plutôt facile. Mais, dans la poussière et les fusillades, j'ai découvert une réalité aux antipodes de ce que la presse voulait bien nous montrer. Les progrès enregistrés depuis l'exécution de Mouammar Kadhafi sont inexistants. Al-Qaïda et Aqmi prennent possession de villes, voire de régions entières. La criminalité et le trafic de drogue se développent à une vitesse exponentielle, tout comme les guerres de clans et le racisme de plus en plus meurtrier dont sont victimes les tribus noires du pays. Autant de drames soigneusement passés sous silence par nos médias, un peu embarrassés par leur enthousiasme disproportionné durant les premiers mois du conflit.

Voici donc l'histoire d'un périple qui devait rester confidentiel, au même titre que toutes mes missions précédentes. Mais face à ce que j'ai découvert, le silence n'était plus une option. Ce livre constitue un témoignage à la fois unique et nécessaire, pour comprendre la crise qui s'étend maintenant dans toute la moitié nord du continent africain, et pour que demeure une trace de l'irresponsabilité de nos dirigeants.

La guerre de Libye ne devait ressembler à aucune autre. En intervenant contre les troupes du colonel Kadhafi, la France et le reste de la coalition apportaient leur aide à une population en danger, qui souhaitait instaurer la démocratie sur son propre sol. Rien de plus. Pas de calcul mercantile ou stratégique destiné à promouvoir nos intérêts dans la région. Juste un prétendu « devoir d'ingérence », mis en avant par notre

président et certains de ses conseillers. Cette opération décidée à la hâte ne devait prendre que quelques semaines. Au lieu de cela, la guerre durera plus de huit mois. Dans un grand nombre de régions, la résistance farouche des habitants va plonger les stratèges et les analystes européens dans une profonde perplexité. Leurs prévisions trop optimistes, tout comme les nombreuses erreurs politiques et stratégiques qui vont suivre, se fondent en effet sur une totale méconnaissance de ce pays, coupé du monde extérieur depuis plus de quarante ans.

L'événement qui marquera le terme de notre engagement n'a, lui non plus, rien de très glorieux. Le 20 octobre 2011, des avions français bombarderont le convoi de Kadhafi alors qu'il tentait de quitter la ville de Syrte, livrant un vieillard hébété par la peur, réfugié au fond d'une bouche d'égout, aux mains d'une foule hystérique qui exposera son cadavre pendant plus d'une semaine dans un frigo de Misrata. Certains diront que de tels excès sont inhérents à toutes les guerres. Mais cette guerre, elle, s'emballe et ne s'arrête pas. Plus d'un an et demi après les déclarations triomphales de Nicolas Sarkozy sur la « victoire du droit contre la tyrannie », la Libye s'enfonce dans une inextricable spirale de violence, et c'est maintenant toute la région qui s'embrase. La menace terroriste gagne du terrain. Et l'opération Serval engagée par François Hollande génère déjà bien plus de problèmes qu'elle n'en résout...

La « révolution » libyenne se solde aujourd'hui par un échec retentissant : meurtres, règlements de comptes, tortures, arrestations arbitraires, viols, massacres, pour ne pas dire génocide à l'encontre des Africains et des tribus noires du pays, présence massive d'Aqmi dans le Sud, implantation d'al-Qaïda en Cyrénaïque, trafic de drogue, trafic d'armes et déstabilisation régionale... Voilà un résumé malheureusement très objectif des maux qui affligent la Libye, plus de deux ans après le début du conflit.



C'est une nation en lambeaux, disloquée et plus fragile que jamais, pleine de violence et de dangers, qu'on nous cache depuis maintenant des mois. Cet échec, les responsables occidentaux voudraient l'oublier. Alors à force de silence et de black-out médiatique, on espère que le problème finira par disparaître de lui-même. La Libye ressemble à un pays mort qui se décompose lentement, en silence, loin des caméras de télévision et des regards embarrassés de nos dirigeants. Mais jusqu'à quand ? Combien de temps pourrions-nous supporter la proximité d'un cadavre à nos portes ? La Somalie perturbe le trafic maritime jusqu'à trois mille kilomètres de ses côtes, impacte le prix du pétrole, alimente le terrorisme international et « métastase » son instabilité au Kenya, au Yémen, en Éthiopie et même jusqu'en Ouganda ! Son pouvoir de nuisance dépasse l'entendement. Qu'en sera-t-il avec un pays aussi proche de nous que la Libye, lorsqu'il tombera définitivement aux mains d'Aqmi, d'al-Qaïda et de bandes armées totalement incontrôlables ? Quel sera l'impact de ce nouveau far west méditerranéen sur l'Europe et l'Afrique ? Pour notre plus grand malheur, nous disposons déjà d'un embryon de réponse...

En effet, l'invasion du Nord-Mali par les groupes islamistes, survenue en 2012, est une conséquence directe de la guerre en Libye. Elle n'aurait jamais pu avoir lieu sans les armes, les véhicules et les munitions libyennes qui affluent en masse à travers le Sahara depuis le début de la révolution, avec la complicité des brigades que l'Occident a naïvement soutenues. Les gigantesques stocks militaires de Kadhafi sont désormais à vendre, et al-Qaïda utilise les milliards de la drogue pour se les approprier. En termes de quantité et de sophistication, les jihadistes du Sahel disposent désormais d'un arsenal presque illimité pour étendre leur zone d'influence. Mokhtar Belmokhtar, ancien émir d'Aqmi et principal artisan de la

chute de Tombouctou, expliquera d'ailleurs que « la révolution libyenne représente une véritable bénédiction pour al-Qaïda! ».

Mais les armes ne constituent qu'une partie du problème. Il y a aussi l'argent. Grâce à l'intervention occidentale en Libye, Aqmi et les autres mouvements jihadistes du Nord-Mali deviennent chaque jour plus riches. Les nouvelles routes de contrebande ouvertes à travers le désert en direction de Tripoli, de Zintan ou de Benghazi leur permettent d'acheminer la drogue vers l'Europe plus vite et moins cher qu'auparavant : un bonus de plusieurs dizaines de millions d'euros annuels qui leur donne l'occasion d'acheter plus d'équipement, mais aussi de recruter davantage d'hommes, notamment dans les camps du Polisario et en Afrique subsaharienne. Plus d'argent, plus d'armes et plus de soldats... La faillite de cette révolution libyenne a transformé Aqmi en une véritable « armée du Sahel », capable de prendre et de conserver des régions entières, au nez et à la barbe de la communauté internationale.

Si la guerre menée par l'Otan a conféré suffisamment de moyens aux islamistes pour s'emparer « officiellement » du Nord-Mali, leurs positions se sont également renforcées dans plusieurs pays limitrophes. Le Niger peine désormais à garder le contrôle de son territoire, à partir de la ville d'Agadez. Les narco-terroristes d'Aqmi, qui sillonnent de plus en plus fréquemment la zone pour entrer en Libye, avec un armement et des moyens bien supérieurs à ceux des soldats de Niamey, font craindre une extension du problème malien au nord du Niger. La Mauritanie, elle aussi, a été désignée le 6 décembre 2012 comme une « cible directe » par Ahmed Telmoussi, émir de la brigade « Oussama ben Laden » au sein du Mujao. Le même mois, Mokhtar Belmokhtar, quant à lui, a créé une nouvelle organisation jihadiste. Il souhaite maintenant étendre ses acti-

vités jusqu'au Tchad ! La zone d'influence des terroristes couvre désormais une surface plus grande que l'Europe occidentale tout entière.

Comme nous le verrons tout au long de ce livre, la population libyenne vit aujourd'hui dans un climat de peur et de violence permanent. Benghazi a enterré dix-huit responsables de la sécurité publique durant l'année 2012, exécutés de façons diverses et variées pour des motifs souvent difficiles à élucider. Et la situation n'est guère plus brillante dans les autres villes du pays. Certaines continuent même d'être bombardées par des brigades qui n'obéissent à personne, plus d'un an après la fin de la guerre ! Les forces gouvernementales agissent en toute impunité, tels des bandits de grand chemin, ouvrant le feu sur des civils et allant jusqu'à menacer de faire exploser un hôtel de la capitale si leurs revendications n'étaient pas entendues<sup>1</sup>. Les tristes exemples du chaos qui s'étend à travers le pays peuvent être multipliés à l'infini...

L'Europe et l'Occident sont loin de sortir indemnes de cette crise. Au mois de septembre 2012, les émeutes de Benghazi et le meurtre de l'ambassadeur américain vont mettre en lumière l'omniprésence des groupes islamistes, voire ouvertement terroristes, dans cette partie de la Libye. Ansar al-Charia, l'organisation proche d'al-Qaïda désignée comme responsable des événements par Washington, a été expulsée de la ville dans les jours qui ont suivi l'attaque. Mais elle prospère désormais dans les montagnes inaccessibles du nord-est, en compagnie d'autres groupes jihadistes qui s'y abritaient déjà. Leur discrétion actuelle s'explique par le fait que l'État libyen ne dispose pas du moindre soldat dans cette région, qui leur

1. Ashraf Abdelwahad, « Rixos Hotel Threatened by SSC over fighting in Brak », *Libya Herald*, Tripoli, 21 septembre 2012.

est désormais totalement acquise. Quand Tripoli décidera de donner un coup de pied dans la fourmilière, la riposte des jihadistes sera brutale. La plupart de ces hommes ont combattu en Libye, mais aussi en Afghanistan, en Irak et en Syrie, soudés autour d'une foi et d'une conviction absolument inébranlables. Faible et désorganisée, la toute nouvelle armée libyenne aura beaucoup de mal à triompher de tels adversaires.

Ce livre tente de rétablir un certain nombre de vérités, trop souvent manipulées depuis plus de deux ans. Cette guerre a ravagé les populations qu'elle prétendait défendre et, aujourd'hui, elle menace de précipiter plusieurs pays africains dans un conflit aux conséquences incalculables. Voici donc le résultat d'une enquête longue et souvent dangereuse, qui met en lumière une autre révolution et une autre Libye, toutes deux très éloignées de ce que nous montrent les journalistes et les caméras de télévision. Elle permet aussi de comprendre les causes, les risques et les éventuelles conséquences de l'intervention française au Mali.

## Qui sont les responsables politiques libyens ?

### **Les imposteurs du CNT**

En mars 2011, alors que l'est du pays se soulève contre le régime de Kadhafi, Bernard-Henri Lévy effectue un voyage surprise à Benghazi et rencontre les membres du futur Conseil national de transition (CNT). Des hommes sans légitimité, présentés à un intellectuel qui n'en possède pas davantage : le courant passe immédiatement !

Le Français décide de faire jouer ses amitiés parisiennes pour contacter Nicolas Sarkozy. Sur ce dossier, l'alchimie entre les deux hommes fonctionne à merveille. Le philosophe y voit une cause juste, mais également la chance de faire mieux qu'en Bosnie, en Afghanistan ou au Darfour. Nicolas Sarkozy, lui, veut simplement inverser la tendance : décembre 2010 et janvier 2011 ont été des mois calamiteux. On le considère déjà comme le « président des riches ». Après les errements de ses ministres en Égypte et en Tunisie, il passe maintenant pour « l'ami des dictateurs ». S'il n'arrive pas à s'en défaire très rapidement, cette réputation va achever son mandat. Il comprend immédiatement qu'une « ingérence humanitaire » en Libye pourrait changer la donne. En cas de succès, il deviendra le libérateur du monde arabe : le fer de lance de ces révolutions qui attendent désespérément un geste de l'Occident.

Le projet ne semble pas présenter de risques excessifs. Kadhafi ne dispose que de très peu d'alliés parmi les dirigeants arabes et son armée ne constitue pas une menace sérieuse pour les forces occidentales. Les villes et les installations militaires se trouvent pour la plupart le long de la côte, ce qui les rend faciles d'accès et particulièrement vulnérables. De plus, grâce aux contre-exemples irakiens et afghans, l'Élysée connaît clairement la ligne rouge de cette opération : pas de troupes au sol. En se cantonnant à des opérations aériennes, il escompte un conflit à « zéro mort » dans nos rangs. Avec plus d'un milliard de supporters de l'autre côté de la Méditerranée.

Même dans ses rêves les plus fous, Nicolas Sarkozy ne pouvait pas espérer un tel retournement de situation. Mais il faut faire vite. Et le président doit encore résoudre un problème de taille : cette révolution n'a pas de « chef ». Aucun leader naturel que la France puisse soutenir ou épauler. Or, l'Occident veut des noms et des visages pour pouvoir parler d'« opération conjointe » en Libye...

La France décide donc de trouver elle-même des leaders suffisamment habiles pour encadrer la révolte, et suffisamment présentables pour apaiser les angoisses des opinions publiques étrangères. Car, si les Français ne portent pas Kadhafi dans leur cœur, ils n'apprécient pas non plus l'idée d'un gigantesque no man's land abandonné, après le départ de nos avions, aux mains de fanatiques religieux ou de bandes armées incontrôlables. Alors il faut trouver des hommes qui rassurent, même s'il ne s'agit que d'une façade. Et il faut les trouver vite...

Au même moment, Bernard-Henri Lévy se rend à Benghazi. Cet étrange personnage éprouve un besoin quasi pathologique de s'investir sur ce genre de dossiers, souvent pour aboutir à des échecs retentissants qui ne font parler que de lui, à défaut de mettre en avant les causes qu'il prétend défendre. Mais en Libye sa réussite dépassera toutes ses espérances ! Les hommes

du CNT passeront de l'ombre à la lumière en moins de deux semaines, quittant le statut d'obscurs gratte-papiers, d'affairistes ou de véritables criminels, pour devenir les protégés de l'Élysée, du 10 Downing Street et même de la Maison-Blanche. Ensuite, de façon tristement prévisible, il faudra moins de deux ans pour que cette clique d'incompétents et d'opportunistes conduise le pays à la ruine et au chaos...

BHL arrive donc en Libye le 1<sup>er</sup> mars. Cinq jours plus tard, il entame quelques brèves réunions avec le « chef » de la résistance, Moustapha Abdeljalil, et les hommes qui l'entourent. Il ne sait rien d'eux, ni de ce qu'ils représentent réellement au sein du pays. Il les rencontre pour la première fois. Mais ils correspondent au profil : il ne s'agit pas de ces islamistes tant redoutés qui, aux dires des services de renseignement occidentaux, constituent la grande majorité de l'opposition en Libye. Et pour cause ! Quelques jours plus tôt, nombre de ces révolutionnaires travaillaient encore pour Kadhafi ! Mais pour Bernard-Henri Lévy, peu importe : il contacte Nicolas Sarkozy et lui demande de les recevoir en extrême urgence à l'Élysée. Le jeudi 10 mars 2011, une délégation de trois représentants<sup>1</sup>, dirigée par Mahmoud Jibril, pénètre dans le bureau du président de la République...

Cinq jours après leur première rencontre avec Bernard-Henri Lévy, ces personnages surgissent du néant pour occuper le devant de la scène internationale. Sans élection, sans débat, sans consensus. Pourtant, la France les reconnaît immédiatement comme « représentants officiels » de la Libye. Le pays qui dispose des plus grosses réserves pétrolières d'Afrique vient donc de « changer de main » à l'Élysée, pour se voir confié à des hommes qui disposent d'une légitimité plus que réduite au moment des faits.

1. Mahmoud Jibril, Ali al-Issaoui, Ali Zeidan.

Que sait-on sur les dirigeants du CNT ? Bernard-Henri Lévy décrit Moustapha Abdeljalil comme « un faucon au regard perçant ». La comparaison prête à sourire, car si cet homme a en effet des airs de volatile, c'est bien plus ceux d'une pintade somnolente que d'un quelconque oiseau de proie ! Toute l'histoire de son accession à la tête de la révolte et toute la légende créée par l'Occident autour de sa personne ressemblent là encore à une tragique plaisanterie.

Moustapha Abdeljalil est un apparatchik absolu. Son histoire et sa biographie en témoignent. On ne note aucune aspérité dans le parcours de cet homme terne, sans charisme et sans grande intelligence, dont on retrouverait certainement des milliers de sosies, à travers les époques et les continents, dans les rangs de la bureaucratie soviétique, chinoise ou nord-coréenne. Originaire de Cyrénaïque, Moustapha Abdeljalil étudie le droit islamique et la charia à l'université de Benghazi. En 1975, il entre au bureau du procureur, à une époque et sous un régime qui donnaient certainement une saveur toute particulière à ce travail ! En 1978, il deviendra juge : un poste qu'il occupera pendant de longues années, avant de se voir nommé président de la cour d'appel de Tripoli. Il mène l'existence d'un fonctionnaire docile parmi tant d'autres, au sein d'une dictature qui récompense par une relative immunité ses sujets les plus obéissants. Travailleur, assidu et sans relief, il passe sous tous les écrans radars du régime pendant plus de trois décennies. Il ne subit aucune disgrâce durant cette période, mais il ne connaît pas non plus d'ascension fulgurante, ni de promotion rapide aux côtés d'un des hommes forts du pays. Année après année, Abdeljalil travaille dur pour devenir un bon procureur, un bon juge et, finalement, un bon président de la cour d'appel. Mais personne ne le remarque...

Il commencera à briller dans la galaxie kadhafiste du jour au lendemain, à la faveur d'un hasard particulièrement sordide.



Le 19 décembre 2006, le « Guide » le convoque pour entériner la condamnation à mort des infirmières bulgares et du médecin palestinien qui les accompagne, soupçonnés d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants libyens, dans un hôpital de Benghazi : accusations maintes fois démenties par les plus grandes sommités du monde médical, sans succès. Le professeur Luc Montagnier et son collègue italien Vittorio Colizzi viennent témoigner au procès, arguant d'une contamination accidentelle, probablement due aux conditions d'hygiène déplorables qui prévalent dans l'établissement... Peine perdue ! L'hypothèse grotesque d'un meurtre de masse perpétré sur des enfants par un groupe d'infirmières sadiques sera retenue et avalisée par la cour d'appel.

Mission accomplie pour Moustapha Abdeljalil ! En officialisant le délire de son chef, il devient désormais un véritable « fidèle ». Pas encore un proche, mais en tout cas un homme sur qui Kadhafi peut s'appuyer en cas de besoin, pour étayer sa folie grandissante. La position du président de la cour d'appel s'en trouve considérablement renforcée : certains hommes doivent leur réussite à leur courage ou à leur talent. D'autres, comme lui, doivent tout à leur lâcheté...

Car cette décision ne s'explique pas par un instant de faiblesse ou un égarement passager. Quelques mois plus tard, alors que le monde entier s'insurge contre le sort réservé aux malheureux condamnés, Kadhafi rappelle son valet. Une seconde fois ! Et, à nouveau, au lieu de s'opposer à cette farce qui doit conduire des innocents à la mort, Moustapha Abdeljalil obtempère. Le monde entier condamne la mascarade qui se joue à Tripoli. La cour ne dispose d'aucune preuve recevable, juste des aveux obtenus sous la torture et le viol. Les accusations folles et passablement ridicules d'« empoisonnement de masse » prêtent à rire, jusque dans les hautes sphères du

pouvoir libyen... Pourtant, le président de la cour d'appel exécutera les ordres du dictateur à la lettre.

Le 11 juillet 2007, Moustapha Abdeljalil confirme *une seconde fois* la condamnation à mort de ces infirmières que tout le monde sait innocentes. Une preuve de loyauté qui, cette fois, lui vaudra une récompense rapide : quelques mois plus tard, il se verra attribuer le poste de ministre de la Justice, en remerciement des services rendus. Voici l'homme que la France choisira pour mener la révolution et porter ses valeurs en Libye !

En me penchant attentivement sur les premières heures du conflit, je remarque un fait troublant : en réalité, personne ne « choisit » Moustapha Abdeljalil. Personne, sauf la France. Lorsque Bernard-Henri Lévy décide en catastrophe de lui ouvrir toutes grandes les portes de l'Élysée, cet homme ne dirige absolument rien ! Lui et quelques autres viennent de s'installer eux-mêmes à la tête d'une rébellion polymorphe qui croît de minute en minute, à tel point qu'elle échappe encore à toute forme de commandement. Les brigades naissent à l'intérieur de chaque ville et de chaque quartier à la vitesse de l'éclair, sans que personne ne les contrôle. En Libye, Moustapha Abdeljalil n'émergera comme une figure dirigeante de la révolution qu'après la reconnaissance officielle de son statut par Nicolas Sarkozy et les autres dirigeants européens. En réalité, il ne deviendra chef que parce que d'autres, plus puissants, le prenaient pour tel au départ. La boucle est bouclée. Et l'imposture est totale.

Non content de tromper les Français, Moustapha Abdeljalil dupe également les Libyens sur la nature de son engagement. Cette révolution, il va tardivement la récupérer à son compte, avec un cynisme et une habileté qui forcent le respect chez un personnage d'une si piètre envergure.

Depuis le début de l'année, à travers tout le pays, la colère gronde. Sur Facebook, Twitter et Al-Jazeera, chacun suit le développement du Printemps arabe dans les autres pays de la région. Au fil des jours et des images, la Libye devient une enclave de non-droit cernée par un océan de ferveur démocratique. Partout, des voix se lèvent. Et si des heurts éclatent en Égypte et en Tunisie, chacun sait que la riposte du « Guide » sera infiniment plus brutale que celle de Ben Ali ou même de Moubarak. Paradoxalement, la certitude d'un combat à mort contre le pouvoir n'effraie pas les manifestants. Au contraire : elle renforce leur détermination.

Les premières « révolutions » libyennes s'organisent sur Internet. À défaut d'envahir les rues, les revendications de tous ordres submergent rapidement le web. Le mince filet de mécontentement et de frustration qui émane de chaque message transforme les réseaux sociaux en torrents de rage et de colère, qui rugissent toujours plus fort pour exiger le changement.

Puis vient le temps des manifestations. Mi-février, les forces de sécurité tirent sur les manifestants désarmés. On déplore plusieurs dizaines de morts à travers le pays, surtout dans l'Est. Mouammar Kadhafi tient sa promesse : dans un discours probablement inspiré de celui que Vladimir Poutine tenait aux Tchétchènes, il déclare que la traque des manifestants se poursuivra sans pitié, « jusque dans leurs toilettes ». Le message est clair : pas de quartier pour les opposants...

Durant cette période de crise et de désespoir, où se trouve Moustapha Abdeljalil, le futur leader de la révolution, reçu en grande pompe à l'Élysée quelques semaines plus tard ? Écrit-il une série d'articles enflammés sur la tyrannie kadhafiste et l'opportunité unique de ce Printemps arabe ? Marche-t-il en tête des manifestations ? Galvanise-t-il les foules de jeunes étudiants qui font face aux soldats de Kadhafi ? Organise-t-il des pétitions en ligne, afin d'encourager la rébellion ?

Moustapha Abdeljalil ne fait rien de tout cela, et pour cause ! Durant tout ce temps, pendant que la jeunesse libyenne fait preuve d'un courage qui marquera l'Histoire, face à une répression particulièrement violente, il se trouve chez lui, à cent kilomètres de Benghazi, dans sa maison de famille. En tant que ministre de la Justice de Kadhafi, les services de sécurité l'informent de la situation en temps réel. Les tirs sur les manifestants, les arrestations, les massacres... Il sait. Pourtant, il ne se rallie pas à la rébellion. Pas encore. Il craint de prendre une décision trop rapide, qui pourrait compromettre sa carrière ou sa vie. Trente-cinq années de bons et loyaux services envers le régime laissent peu de doutes quant à son courage et à ses convictions ! Alors, il attend. Et lorsque le dictateur lui ordonne de revenir à Tripoli le 18 février pour un briefing, il obtempère sans broncher. *Le lendemain des massacres !* Voilà celui que la presse et les gouvernements de la coalition nous présenteront comme le père de la démocratie libyenne.

De retour à Beida, après son entretien avec le « Guide », Moustapha Abdeljalil prend encore le temps d'observer la situation. Il demeure en retrait pendant quatre longues journées supplémentaires, après le déclenchement des émeutes. Le mécontentement ne faiblit pas, bien au contraire. La situation dégénère et préfigure la fin d'une époque. Kadhafi se fait vieux. De l'avis de certains proches, sa raison commence à chavirer. Drogues, alcool, excès en tout genre et surtout ivresse du pouvoir entament gravement ses capacités d'analyse et de jugement. Pourtant, cette contestation représente la menace la plus complexe et la plus sérieuse de toute l'histoire de son règne. L'émeute gronde. Le monde arabe tout entier semble sur le point de basculer dans un nouvel ordre politique, social et religieux. Un ordre où le vieux colonel n'a décidément plus sa place...



